

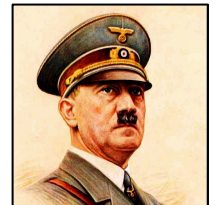
En Russie : un régime né de la révolution et de la guerre

En 1917, Lénine mène une politique autoritaire afin d'imposer le communisme (société égalitaire, sans classe et sans propriété privée) en Russie. Entre 1918 et 1921, en pleine guerre civile, il crée un régime totalitaire : régime politique dans lequel l'Etat impose une idéologie officielle, utilise la violence et veut tout contrôler : population, économie, information, culture... Après la mort de Lénine en 1924, Joseph Staline s'impose face à ses adversaires et prend le contrôle de l'URSS, qui a remplacé la Russie en 1922. Il poursuit l'œuvre de Lénine : industrialisation massive, collectivisation (remplacer la propriété privée par des fermes collectives appartenant à l'Etat), abolition de la propriété privée. La terreur est employée contre les opposants politiques. Les paysans qui refusent les réformes sont déportés dans des goulags (camps de travail et de rééducation). Des procès sont organisés à l'encontre des cadres du parti communiste et de l'Armée rouge. Ce sont les purges staliniennes. Entre 1924 et 1953, Staline sera responsable de la mort de 20 millions de personnes.



En Allemagne : un régime établi dans un pays en crise

Dès sa mise en place en 1919, la république de Weimar est contestée par les communistes allemands (spartakistes) et l'extrême droite allemande (le parti national-socialiste NSDAP). Après 1929, le pays subit la crise économique mondiale et compte 6 millions de chômeurs dans les années 1930. A la tête du parti nazi, Adolf Hitler rassemble les mécontents grâce à un discours nationaliste et antisémite. En 1932, il obtient une majorité de voix aux élections législatives, Hitler est nommé chancelier (Premier ministre) en janvier 1933. Après l'incendie du Reichstag (Parlement allemand, les nazis en sont responsables mais font accuser les communistes), Hitler supprime les libertés publiques et réprime les opposants politiques, déportés en camps de concentration.



L'expérience du Front populaire en France

Frappée par la crise économique mondiale qui débute aux EUA en 1929, la France compte plusieurs millions de chômeurs. Comme ailleurs en Europe, les partis extrémistes contestent la République. Le 6 février 1934, les Ligues (extrême droite) sont à l'origine d'émeutes. En réponse, la gauche et l'extrême gauche françaises s'allient : la SFIO et le parti communiste forment le Front Populaire. Unis, ils gagnent les élections législatives de 1936. Le président du Conseil, le socialiste Léon Blum améliore les conditions de vie et de travail des ouvriers : congés payés, semaine de 40 heures. Les accords de Matignon augmentent les salaires, reconnaissent le droit de grève, de se syndiquer, de disposer de délégués ouvriers.



L'inquiétude des démocraties face aux régimes totalitaires

Adolf Hitler multiplie les provocations en Europe : il remet en cause le Traité de Versailles en réarmant le pays ; il s'allie avec deux autres régimes autoritaires, l'Italie fasciste de Mussolini, et l'Espagne de Franco, qu'il soutient militairement contre les communistes espagnols (Guerre d'Espagne). Enfin, pour garantir un « espace vital » (territoires nécessaires au développement du peuple allemand) à la race aryenne, il annexe l'Autriche et une partie de la Tchécoslovaquie en 1938. Dans l'espoir d'éviter une escalade militaire, la France et le Royaume-Uni n'interviennent pas en Espagne et, lors de la conférence de Munich, accordent à Hitler les territoires qu'il a pris de force. Churchill (pas encore au pouvoir en Angleterre) commente : « ils devaient choisir entre le déshonneur et la guerre ; ils ont choisi le déshonneur et ils auront la guerre ».